

Interview de Pedro Cayuqueo, militant et journaliste mapuche, sur la situation actuelle de la lutte des indigènes mapuches au Chili.

Quelles sont les revendications particulières de la lutte mapuche ? Y-a-t-il une caractéristique qui peut la définir actuellement ?

Certaines revendications rejoignent celles de l'ensemble des peuples originaires d'Amérique latine soient la lutte pour la récupération des terres, la revendication des droits culturels ou la reconnaissance des droits humains internationaux. Cependant, le peuple mapuche possède, notamment au niveau politique, des revendications spécifiques puisque nous réclamons la reconstitution d'une nation, d'un territoire propre. Cela nous rapproche autant des revendications des Bretons, des Corses, des Basques ou des Palestiniens que de celles des autres peuples originaires des Amériques.

Il s'agit donc d'une particularité intéressante à remarquer, car il faut comprendre principalement l'histoire de notre peuple. Nous sommes le deuxième peuple indigène des Amériques par le nombre - presque deux millions répartis dans le Nord de la Patagonie chilienne et argentine - et jusqu'à un peu plus d'un siècle nous disposions d'une souveraineté politique et territoriale unique en Amérique latine. Il ne faut pas oublier que les Mapuches, non seulement, n'ont pas accepté l'invasion espagnole mais qu'ils l'ont par ailleurs vaincue. La conquête au Chili a été un échec pour le royaume espagnol et le sud du Chili était même connu comme « le cimetière des Espagnols ». Or, cette situation a mené le roi d'Espagne, au 16^e siècle, à signer un traité avec les Mapuches par lequel il reconnaissait l'existence de ce peuple et de son territoire, dans le respect d'une frontière. Il s'agit donc du premier acte d'indépendance reconnu par l'Empire espagnol que les Mapuches ont réussi à la maintenir jusqu'à la fin du 19^e siècle à la suite de l'invasion planifiée par les Etats chiliens et argentins.

Le Chili et l'Argentine sont des « accidents » historiques très récents. La relation de mon peuple avec les Espagnols date de quatre siècles alors que ces deux Etats en ont moins de deux. Les deux pays fêteront l'année prochaine les 200 ans de leur indépendance par rapport à l'Espagne, ce qui est assez tardif par rapport aux processus d'indépendance des autres républiques d'Amérique latine. Le phénomène mapuche est assez particulier, en ce sens que l'histoire de l'invasion militaire est assez récente, elle a presque 130 ans, et c'est alors que le territoire mapuche s'est vu réparti sur ces deux pays. Cette perte du territoire en tant que nation est si récente que mon arrière-grand-père est né sur un territoire Mapuche indépendant, alors s'il y a bien une caractéristique qui puisse définir le mouvement Mapuche actuellement c'est l'expression d'une diversité autour de construire une utopie qui est celle d'avoir à nouveau un pays propre.

Quelle est le positionnement de la lutte mapuche par rapport aux autres luttes des indigènes et des peuples originaires des Amériques ?

Il y a un détail très important : les autres peuples indigènes d'Amérique latine sont pour la plupart majoritaires sur leurs territoires, c'est le cas en Bolivie où ils sont 70% ou au Pérou et en l'Equateur où ils sont 60% et de plus, dans chacun de ces Etats, ils représentent entre 50 et 100 peuples indigènes distincts, avec leurs langues et territoires différents. Alors le mouvement indigène dans ces pays concentre sa lutte à refonder des Etats, c'est à dire conquérir du pouvoir politique afin de transformer ces pays, comme c'est le cas en Bolivie avec Evo Morales ou en l'Equateur, où le mouvement indigène a fait tomber des gouvernements, ou le cas au Mexique où les *Zapatistas* disent : « *Plus jamais un Mexique sans nous* ». Il est très probable ne jamais rien entendre de pareil de la part d'un Mapuche, il ne dira en aucun cas : « plus jamais un Chili sans nous », puisque nous ne nous considérons pas comme Chiliens. De même, on lui entendra difficilement manifester sa volonté de conquérir le pouvoir politique pour entrer dans le gouvernement chilien, car n'étant que 8% d'indigènes au Chili, une lutte politique à l'intérieur de l'Etat n'aboutirait jamais.

L'utopie d'avoir à nouveau son propre pays. L'expérience

<https://www.contretemps.eu>

du peuple Mapuche

redaction

Il faut également tenir compte du fait, qu'au Chili il n'existe pas de conditions subjectives au sein de la population pour une proposition indigène de changement social et structurel. En effet, le Chili est un pays profondément raciste et blanc qui n'assume guère son métissage ; longtemps, les Chiliens se sont qualifiés de « Anglais d'Amérique latine ». Alors, vu que nous sommes une minorité mais que sur notre territoire historique nous sommes très nombreux, nous luttons pour établir notre propre pays sur nos terres.

Or, quand je parle de la revendication mapuche des terres, de la reconnaissance culturelle et de cet aspect propre à sa lutte, je concentre le problème sur la réalité mapuche au Chili. La revendication mapuche en Argentine porte surtout sur les premières revendications mais très peu sur l'autre composante, car la situation est différente dans ce pays vu que le peuple mapuche y représente une minorité absolue ; de ce fait, leur degré d'identité n'est pas aussi fort qu'au Chili où la présence de la langue et des traditions mapuches est beaucoup plus forte. D'ailleurs, il y a une réalité historique que l'on ne peut pas nier, nous avons été occupés par deux Etats et la réalité mapuche est diverse aujourd'hui en Argentine et au Chili et même en Argentine elle est bien différente dans les trois provinces où se trouvent les Mapuches. C'est pour cette raison que je suis pragmatique et je considère que chaque Mapuche dans chaque territoire détermine lui-même le chemin à suivre pour obtenir ses droits.

Ce mouvement de revendication politique se centre aujourd'hui sur la lutte mapuche au Chili et plus particulièrement dans la région de l'*Araucanía* [\[1\]](#), qui est comme la mère patrie mapuche et c'est là où la majeure partie de la population et des communautés mapuches sont concentrées. Elle est également la capitale historique du peuple mapuche et l'endroit qui possède des conditions adéquates pour faire de notre lutte une lutte politique.

Tu parlais justement du cas de la Bolivie avec Evo Morales, quelle est ta position face à son gouvernement ? Représente-t-il pour vous l'indigène et sa pensée au pouvoir ? S'agit-il d'un modèle que le peuple mapuche souhaiterait imiter ?

Personnellement, j'ai un grand respect pour le processus bolivien, car il s'agit de la seule véritable révolution qui est en train de se mettre en place en Amérique latine par le fait de viser à refonder l'Etat dans sa structure même. Il s'agit d'un processus comme sans précédent en Amérique latine : un Etat complètement féodal qui reconnaît désormais sa réalité indigène, plurinationale et qui propose des relations nouvelles entre les peuples qui le composent ; à cela s'ajoute une proposition de changement social et de lutte politique contre le néo-libéralisme. Pourtant, il n'y a pas de modèles ou des « recettes » exportables, nous avons même des relations politiques avec le MAS et quand nous exposons que notre demande est l'autonomie régionale, ils sont complètement surpris, car la grande demande de l'oligarchie de la région de Santa Cruz est précisément l'autonomie régionale.

Il faut alors un degré de compréhension des processus particuliers, car le chemin parcouru par les indigènes boliviens est impossible au Chili, par contre il est possible de penser qu'au Chili, un peuple comme le nôtre pourra proposer des facteurs de reconstruction du pays. Les Aymaras pourraient parfaitement demander la reconstruction du *Coya suyú*, le territoire aymara historique, au sud du Pérou, au nord du Chili et dans l'Altiplano bolivien, mais ils préfèrent concentrer leur lutte sur un changement radical de la situation politique de la Bolivie. Or, il y a des secteurs aymaras qui sont contre Evo Morales car ils proposent justement la destruction de la Bolivie en tant qu'Etat et des régions du Pérou et du Chili et la reconstruction du *Coya suyú*, ils disent, de même, que la demande maritime de la part de l'Etat bolivien est absurde, car les Aymaras ont toujours eu la mer dans leur territoire du Chili.

Le mouvement d'Evo Morales, malgré le fait d'être si populaire et très soutenu, a des différences avec des groupes indigènes beaucoup plus radicaux et plus liés à une position « aymara-centrique », c'est à dire les intérêts des Aymaras doivent passer avant le changement social ; mais malgré ces contradictions internes, je le considère comme un processus qui nous permet, à nous les Mapuches, de tirer des leçons importantes. L'une d'entre elles consiste à oser proposer une politique électorale avec des propositions qui ne s'adressent pas seulement aux indigènes, mais aussi aux Chiliens qui habitent la région et qui subissent le système néo-libéral. Dans ce sens, le MAS est la confluence des secteurs de la gauche, des syndicalistes, des indigènes qui se sont proposés de prendre le pouvoir par la voie démocratique et de générer un changement social. Il s'agit d'une méthode fascinante. Le mouvement mapuche a eu à un moment donné le tort de centrer la revendication sur la question ethnique et de ne pas se rendre compte que la revendication qui n'intègre pas les revendications sociales des secteurs populaires chiliens de la région est voué à l'échec. Il s'agirait ainsi d'une politique de « ghetto » et on ne sera jamais une majorité politique de cette manière. Le processus bolivien nous apprend à générer des propositions politiques, de changement social et de luttes pour notre autonomie tout en intégrant les graves problèmes économiques et politiques qui touchent la population chilienne en général.

Un autre enseignement tiré du processus bolivien est celui de comment les peuples indigènes en général, quelque soient leurs revendications, sont capables de générer une pensée politique inspirée de sa culture propre. Auparavant, des années 60 à 80, les mouvements indigènes étaient soutenus par la gauche révolutionnaire, et sous la grande influence des théoriciens marxistes, maoïstes, et trotskistes. Nous nous sommes également « décolonisés » de cette influence qui n'était pas forcément négative, mais qui ne nous représentait pas. Aujourd'hui il s'agit pour nous de nous nourrir d'éléments philosophiques propres afin de construire un

L'utopie d'avoir à nouveau son propre pays. L'expérience

<https://www.contretemps.eu>

du peuple Mapuche

redaction

chemin vers la libération politique. Le cas bolivien a démontré que cela était possible. En effet, ils n'ont pas eu besoin de faire appel à de grands théoriciens européens pour parvenir à l'élaboration d'un gouvernement, ils ont par contre fait appel à la sagesse aymara dont les trois principes consistant à « ne pas voler », « ne pas mentir » et « être constant », leur ont permis de bâtir un bon gouvernement. De la même manière, les *zapatistas* et leur « commander en obéissant » qui vient de la philosophie maya et qui est un bon modèle de démocratie participative. Nous, les Mapuches, avons quatre principes : *Kim che* (des gens sages), *Nor che* (des honnêtes gens), *Newen che* (des braves gens) et *Kume che* (des gens bons). Ce sont des valeurs fondamentales pour faire de la politique et pour choisir des représentants et tous ces principes doivent aller ensemble. Ces mots existent dans la langue mapuche depuis des milliers d'années.

Y-a-t-il a eu des changements significatifs dans la reconnaissance de la culture mapuche les dernières années et principalement celles du retour de la démocratie au Chili et en Argentine ? Les gouvernements de Bachelet et de Kirchner, tous les deux considérés de centre-gauche, se sont-ils montrés favorables à votre lutte ? Quelles sont sinon les organisations qui vous sont les plus proches ?

Il y a une façon d'aborder le cas mapuche dans le processus démocratique chilien qui a un rapport avec le « multiculturalisme », notion qu'utilise le système néo-libéral car cela est vendeur et permet d'attirer des touristes etc. Au Chili, il existe une reconnaissance très « timide » des droits mapuches, on reconnaît les habits typiques, les fêtes, la langue etc. mais il ne s'agit pas pour autant de véritables avancées, ce sont des droits qui restent surtout sur le papier et qui ne vont pas au-delà d'une vision folklorique de l'indigène. Reconnaître le droit d'un peuple c'est autre chose. Si l'Etat reconnaissait le peuple mapuche cela reviendrait à ce qu'il assume l'existence d'une hégémonie du pouvoir injuste, illégitime et donc accepte son devoir de réparation. Cela n'arrivera jamais et c'est alors à nous de lutter pour qu'il en soit autrement. Il s'agit d'une question d'ordre politique et non pas d'ordre culturel. Alors le défi de ma génération va au-delà de réclamer la reconnaissance culturelle, il s'agit de construire et d'obtenir un pouvoir politique. Quand nous l'aurons, nous nous occuperons du reste.

Le *Somment Indigène* de 2007 au Guatemala a marqué le point de départ d'une réflexion sur le passage de la résistance au pouvoir. Il est essentiel de passer de la protestation à la proposition, et l'expérience de la Bolivie éclaire le chemin des luttes indigènes. Les indigènes d'Equateur commencent également à se poser la question du pouvoir alors que ce sont précisément eux qui ont renversé des gouvernements ces dernières années. Or je crois qu'ils empruntent le bon chemin pour accéder au pouvoir. D'autres expériences existent telle que la fondation du parti Maya au Guatemala ou au Pérou où les indigènes de l'Amazonie sont en train d'avancer également dans la lutte politique. Il s'agit d'une voie que tous les indigènes des Amériques sont en train de sonder et les Mapuches sont vraisemblablement en retard dans cette lutte.

La gauche qui est restée en dehors du Congrès après la loi électorale de Pinochet –et qui reste en vigueur aujourd'hui– est celle qui a toujours été solidaire de la lutte mapuche, mais il s'agit d'une gauche complètement marginale : des secteurs étudiants et syndicaux. Le PC chilien par contre est actuellement déconnecté de la dynamique sociale, il cherche plutôt des accords avec le gouvernement car aujourd'hui la gauche chilienne ne porte pas de projets et il est peu probable qu'elle arrive au pouvoir. Le cas argentin est différent, car les Mapuches ne doivent pas seulement faire face au gouvernement national mais aussi aux provinciaux.

Par rapport à ton parcours militant, tu diriges depuis quelques années le journal [AZKINTUWE](#), le journalisme et la communication sont-ils pour toi un instrument de revendication mapuche ? Et que peux-tu dire par rapport à la criminalisation de la protestation indigène et la mapuche en particulier ?

Le journalisme est pour moi ce que le cheval est aux Mapuches du 15^e siècle : beaucoup parmi eux ne le connaissaient pas et avaient en plus peur de lui, ils se sont vite rendu compte qu'il s'agissait d'un animal domesticable et très utile pour la lutte, ils ont même constitué la meilleure cavalerie de toute l'Amérique latine pendant la Colonie. Le journalisme est donc pour moi un cheval que je suis en train de dresser, un instrument très utile. Le rapport du journalisme avec le cheval n'est pas anodin car le cheval était le principal outil de guerre de l'Espagnol et aujourd'hui les médias sont l'outil principal des Etats néo-libéraux et des multinationales, alors cette analogie a un grand sens de nos jours. L'indigence de l'information sur les luttes indigènes, dans toute l'Amérique latine où les médias sont contrôlés par des groupes très puissants liés à des multinationales, me renforce dans la conviction de qu'avoir une presse à nous est une urgence vitale. C'est à partir de ce constat que les Mapuches du Chili et d'Argentine nous avons décidé en 2003 de fonder un journal avec un site Internet qui est actualisé tous les jours et qui est le site le

Deux éléments caractérisent la brutalité de l'Etat envers les Mapuches. Le premier, c'est la lutte pour la terre qui est un lien culturel très fort pour nous car elle représente notre Mère et qui est aujourd'hui menacée par les entreprises forestières et les propriétaires terriens et cette lutte est très dangereuse pour l'Etat car elle remet en question le modèle économique chilien. Cela représente un danger pour le modèle économique et les gouvernements démocratiques ont été les premiers à stimuler le modèle neo-libéral hérité de Pinochet. De là la répression, de la part des gouvernements, de la lutte mapuche.

Ensuite, il y a la revendication d'un territoire propre et dans ce sens la lutte mapuche ne met pas seulement en question le modèle économique mais aussi le caractère du Chili en tant qu'Etat. Le fait que des gens veuillent reconstruire leur mémoire historique devient un danger pour l'Etat et de là la répression qui est aujourd'hui brutale - il y a par exemple 100 frères arrêtés en tant que détenus politiques mapuches. Il faut considérer aussi le fait que comme nous représentons une minorité dans le pays, nos problèmes ne concernent pas l'ensemble de la population et en plus la société chilienne est très raciste et conservatrice, alors elle regarde avec une grande méfiance, distance et un certain dégoût la demande mapuche, et quand il y a de la répression envers nous la société chilienne ne s'y intéresse pas.

Que représente le 12 octobre aujourd'hui dans le cœur d'un Mapuche ?

Personne ne s'attend à entendre ce que je vais dire. Le 12 octobre n'a pas une grande importance pour nous Mapuches. Pour moi, le 12 octobre m'impose même de m'excuser auprès d'un Espagnol car dans mon territoire ils ont été absolument massacrés par notre armée. Cela est très difficile à comprendre, car le grand problème des Mapuches n'a pas été avec les Espagnols mais avec les Républiques. Avec l'Espagne, il y a eu effectivement une guerre, brutale certes, mais elle n'a pas duré longtemps, car les Espagnols sont arrivés au Chili en 1553 et en 1641 a été signé le traité final d'indépendance et à partir de là nous avons connu trois siècles de relations diplomatiques avec l'Espagne qui ont été pour la plupart respectées de la part des Espagnols. Pour le reste des indigènes d'Amérique latine qui ont été colonisés au 15^e siècle, au 16^e leurs structures avaient complètement disparu. Les traités des Mapuches avec la couronne Espagnole ont été très développés et envisageaient même l'aide militaire mutuelle. L'Espagne reconnaissait ainsi le poids du peuple mapuche, et elle nous traitait à l'époque d'égal à égal. Pour l'Espagne, ces traités étaient importants de fait de la rivalité avec d'autres empires coloniaux et notamment celui de Hollande qui était en train de s'implanter au Chili, dans la zone mapuche précisément. Ce traité d'Assistance militaire a été en vigueur surtout au moment de l'Indépendance du Chili car beaucoup de Mapuches, en tenant compte des traités, ont lutté en faveur de l'Espagne contre les Chiliens.

Le 12 octobre est une date, malheureusement pour le reste des peuples indigènes de l'Amérique latine, triste et je partage la douleur qu'elle dégage, la rage et le sentiment de la fin de cultures et de formes de construction sociale ; mais pour les Mapuches elle ne représente qu'un accident historique, un accident auquel nous avons pu faire face et qui a inauguré pour nous, en tant que peuple, trois siècles de développement culturel et de croissance. A partir de l'arrivée des Espagnols et, plus particulièrement au 18^e siècle, nous avons développé l'argenterie, l'art textile et l'élevage de bétails, toutes des activités qui ont été introduites par les Espagnols. Nous avons en outre avec eux un pacte d'échange économique et ils respectaient au même temps nos terres. Au 19^e siècle, avant l'invasion argentine et chilienne, le peuple mapuche constituait une société très riche et en plein essor économique et culturel.

Propos recueillis par Bettina Ghio, octobre 2009.

[1] La région de l'Araucanía constitue la IX^e région du Chili et prend une partie de l'Est de l'Argentine.